

30/04/2019

Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Mars 2019

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.
Il est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DSC@ Avril 2019

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

"Le Fmi a encore révisé à la baisse la croissance économique mondiale"

année. Dans la dernière publication (avril 2019) du Fonds monétaire international (Fmi) sur les perspectives économiques, le PIB mondial n'augmenterait que de 3,3% en 2019 (après 3,6% en 2018). En effet, entre les mesures protectionnistes, les risques liés au Brexit et les tensions géopolitiques, l'incertitude reste élevée et pèse sur l'activité des économies avancées et émergentes qui ont marqué le pas durant le premier trimestre 2019.

Au niveau des pays développés, l'économie afficherait un ralentissement en 2019 avec un taux de croissance désormais attendu à 1,8%, soit 0,2 point de moins que prévu en janvier. En particulier, aux Etats-Unis, l'activité économique devrait progresser de 2,3% en 2019, soit une révision de -0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision de janvier. S'agissant de la zone euro, le Fmi n'entrevoit plus que 1,3% de croissance cette année (-0,3 point par rapport à janvier). Au sein de cette

A 3,5% en janvier 2019 après 3,7% en fin 2018, les prévisions de croissance économique mondiale pour 2019 ont été révisées à la baisse pour la deuxième fois cette

zone, l'Allemagne et l'Italie sont les plus touchées. La croissance de l'économie allemande devrait ralentir à 0,8% (contre 1,3% en janvier), en rapport avec la baisse de la demande extérieure et le recul de la production du secteur de l'automobile. En Italie, la croissance resterait faible (+0,1% après 0,6%), du fait, notamment, de l'incertitude entourant le budget et de la baisse de l'investissement. A l'instar de ces pays, la croissance de l'économie française a été révisée à la baisse, à 1,3%, soit -0,2 point de pourcentage par rapport aux précédentes prévisions. Au Royaume-Uni, l'incertitude liée aux Brexit menace toujours l'activité, surtout en cas de sortie sans accord. En 2019, la croissance de l'économie britannique se limiterait à 1,2% (contre une prévision de 1,4% en janvier).

Dans les pays émergents et en développement, les prévisions de croissance économique en 2019 ont été revues à la baisse (+4,4% après 4,5% précédemment), la Chine faisant exception avec une expansion désormais anticipée à 6,3%, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions initiales. Toutefois, en Afrique au sud du Sahara, l'activité économique devrait progresser de 3,5%, au même niveau que dans les projections de janvier. Les principales économies sub-sahariennes, notamment, le Nigéria et l'Afrique du sud devraient connaître des taux de croissance respectifs de 2,1% et 1,2%, contre 1,9% et 0,8% précédemment anticipés.

MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE

"Maintien du statu quo pour les taux directeurs de la Fed et de la BCE"

la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE), en décidant de repousser toute hausse poten-

tielle des taux d'intérêt au plus tôt en 2020. Cette orientation de la politique monétaire est liée au ralentissement de la croissance économique mondiale, aux risques d'un durcissement des conditions financières, aux questions relatives au commerce mondial et au Brexit. A l'issue de sa réunion du mois d'avril 2019, la BCE a maintenu le statu quo sur ses taux d'intérêt qui devraient rester à leurs niveaux actuels jusqu'en

fin d'année.

MARCHE DE CHANGE

"Dépréciation de l'euro face au dollar en mars 2019"

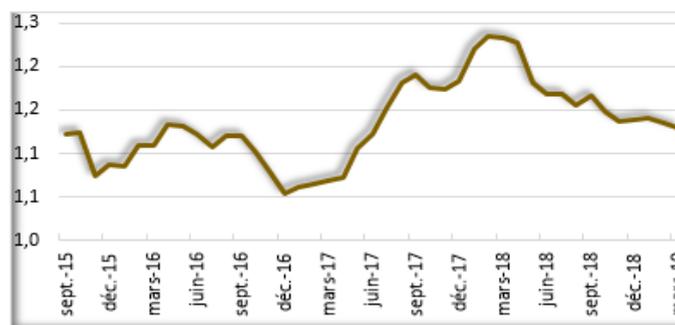
diverses par rapport aux principales devises de référence. En mars 2018, elle s'est dépréciée par rapport au dollar, ressortant en moyenne à 1,1302 USD contre 1,1351 USD un mois plus tôt, soit son plus faible niveau depuis avril 2018. Dans le même sillage, la livre sterling a connu un regain de dynamisme face à l'euro, s'échangeant à 0,858 GBP pour un euro contre 0,873 GBP en février 2019. S'agissant de la devise nipponne, elle s'est confortée, à 125,67 pour un euro en mars 2019, après 125,28 pour un euro en février.

Par ailleurs, l'euro a reculé par rapport à la majeure partie des monnaies des principales économies émergentes. En effet, elle

Sur le marché des changes, la monnaie unique européenne (euro) a connu des tendances

a enregistré des baisses mensuelles respectives de 2,8%, de 1,5% et 0,8% vis-à-vis de la roupie indienne, du rouble russe et du yuan chinois. En revanche, la monnaie unique européenne s'est appréciée de 2,7% comparativement au réal brésilien.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

INFLATION

"Stabilité de l'inflation dans les principaux pays avancés"

selon les pays avancés. En zone euro, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation a décéléré, ressortant à 1,4% après 1,5% un mois plus tôt. Au sein de la zone, l'inflation allemande et celle française se sont établies respective-

Au titre des prix à la consommation, l'inflation annuelle du mois de mars 2019 a connu des orientations distinctes

ment à 1,3% et 1,1% après 1,5% et 1,3% en février 2019. S'agissant des économies anglo-saxonnes, le rythme de hausse annuelle des prix à la consommation a accéléré aux Etats-Unis, passant de 1,5% à 1,9%, entre février et mars 2019, et s'est maintenu à 1,8% au Royaume-Uni.

Dans les pays émergents, la hausse de l'indice des prix à la consommation s'est accentuée en mars 2019. En variation annuelle, elle s'est établie à 2,3% en Chine, 4,6% au Brésil et 5,3% en Russie, après, respectivement, 1,5%, 3,9% et 5,2% au mois dernier.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES

"Raffermissement de l'indice des prix des produits alimentaires de base en mars 2019"

Sur le marché des matières premières, en mars 2019, les cours des produits énergétiques ont progressé de 3,3%, en variation mensuelle, sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole. S'agissant des cours des produits non énergétiques, ils ont connu une baisse mensuelle de 0,3%, du fait des

produits agricoles (-0,9%). Les cours des métaux et minerais ont, pour leur part, progressé de 1,2%.

Au chapitre des produits alimentaires de base, l'indice des prix s'est raffermi de 0,1%, en rythme mensuel, porté par les produits laitiers (+6,2%) et la viande (+0,4%). Les prix des huiles végétales, des céréales et du sucre ont, par contre, enregistré des baisses mensuelles respectives de 4,4%, 2,2% et 2%. En glissement annuel, l'indice des prix des produits alimentaires de base a reculé de 2,6% en mars 2019, du fait de l'ensemble de ses composantes, à l'exception des produits laitiers (+3,5%).

Tableau 1: Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)

Indice	2018		2019		Variations	
	Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mens (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Produits alimentaires	171,4	166,8	167,0	0,1%	-2,6%	
Céréales	165,4	168,5	164,8	-2,2%	-0,4%	
Huiles végétales	156,8	133,5	127,6	-4,4%	-18,6%	
Sucre	185,5	184,1	180,4	-2,0%	-2,8%	
viande	171,0	161,9	162,5	0,4%	-5,0%	
Produits laitiers	197,4	192,4	204,3	6,2%	3,5%	

Source: FAO, DPEE

"Poursuite de la hausse des cours du Brent en mars 2019"

Sur le marché du pétrole, les cours ont poursuivi leur remontée durant le premier trimestre 2019. En mars 2019, le cours moyen du baril de Brent est ressorti à 66,4 dollars, en hausse mensuelle de 3,6%, après 8,2% en février et 5% en janvier. Cette évolution s'explique principalement par le recul de la production de l'OPEP, en rapport avec l'accord de réduction de la production conclu par le cartel et les effets des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela. En glissement annuel, le cours du Brent a reculé de 0,1% au mois de mars 2019 et 5,5% sur le premier trimestre 2019.

Sur le marché des matières premières, en mars 2019, les cours des produits énergétiques ont progressé de 3,3%, en variation mensuelle, sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole. S'agissant des cours des produits non énergétiques, ils ont connu une baisse mensuelle de 0,3%, du fait des

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

"Bonne tenue de l'activité en mars 2019"

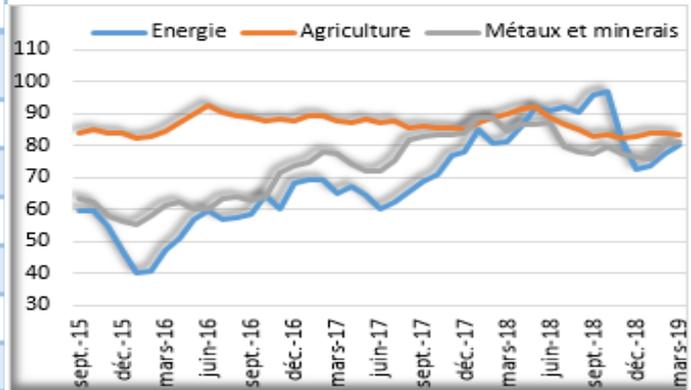
Au mois de mars 2019, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est confortée de 7,1%, en rythme mensuel, à la faveur d'une bonne progression d'ensemble des secteurs primaire (+9,3%), secondaire (+11,3%), tertiaire (+5,7%) et de l'administration publique (+3,6%). Sur une base annuelle, une croissance de 4,8%, de l'activité économique hors agriculture et sylviculture est notée en mars 2019, principalement tirée par le tertiaire (+6,1%) et le secondaire (+5,6%).

Sur le marché des matières premières, en mars 2019, les cours des produits énergétiques ont progressé de 3,3%, en variation mensuelle, sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole. S'agissant des cours des produits non énergétiques, ils ont connu une baisse mensuelle de 0,3%, du fait des

produits agricoles (-0,9%). Les cours des métaux et minerais ont, pour leur part, progressé de 1,2%.

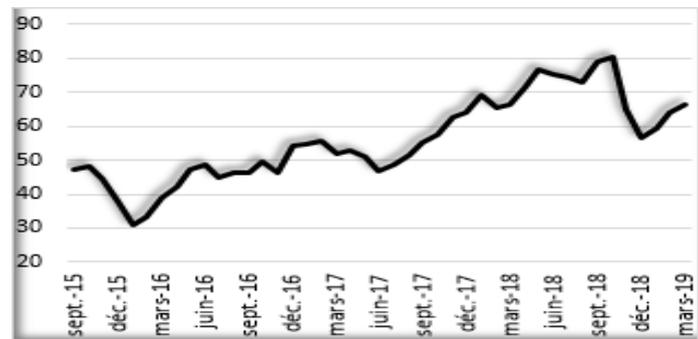
Au chapitre des produits alimentaires de base, l'indice des prix s'est raffermi de 0,1%, en rythme mensuel, porté par les produits laitiers (+6,2%) et la viande (+0,4%). Les prix des huiles végétales, des céréales et du sucre ont, par contre, enregistré des baisses mensuelles respectives de 4,4%, 2,2% et 2%. En glissement annuel, l'indice des prix des produits alimentaires de base a reculé de 2,6% en mars 2019, du fait de l'ensemble de ses composantes, à l'exception des produits laitiers (+3,5%).

Graphique 2: Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires de base (base 100 = 2002-2004)



Source: FAO, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)



Source: Banque Mondiale, DPEE

Tableau 2: Indice Général d'Activité (IGA)

Secteurs	Poids 2018	2018		2019		Variations	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Primaire	6,0%	125,1	114	124,6	9,3%	-0,4%	
Secondaire	26,0%	114,7	108,9	121,2	11,3%	5,6%	
Tertiaire	51,7%	91,1	91,5	96,6	5,7%	6,1%	
Administration publique	16,4%	116,3	115,1	119,3	3,6%	2,5%	
IGA (hors agriculture)	100,0%	103,4	101,2	108,4	7,1%	4,8%	

Source: DPEE

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE)

"Rebond de l'activité du primaire en mars 2019"

Au mois de mars 2019, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) a rebondi de 9,3%, en variation mensuelle, après son repli du mois précédent.

Cette situation traduit les performances du sous-secteur de l'élevage (+13,7%), la pêche s'étant contractée de 1,6% sur la période.

Sur une base annuelle, le secteur primaire hors agriculture et sylviculture s'est, par contre, légèrement replié (-0,4%) en mars 2019, en liaison avec les contreperformances de la pêche (-9,0%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secteur primaire

SECTEUR	Pond (2017)	2018		2019		Variations	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	5,6	125,1	114	124,6	9,3%	-0,4%	
Élevage		126	114,1	129,8	13,7%	3,0%	
Pêche		122,9	113,7	111,9	-1,6%	-9,0%	

Source: DPM, PAD, SOGAS,

SECTEUR SECONDAIRE

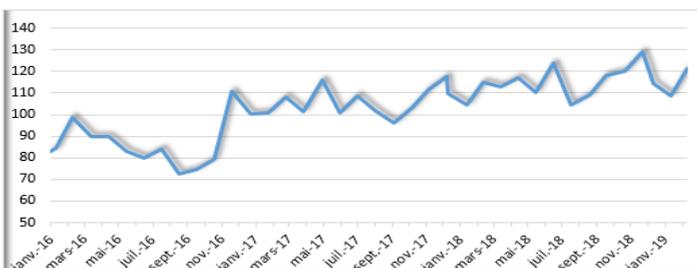
"Progression de l'activité du secondaire en mars 2019"

En mars 2019, le secteur secondaire a progressé de 11,3%, en variation mensuelle, principalement, soutenu par la fabrication de produits agroalimentaires (+18,6%), la sous-branche «filature, tissage et ennoblissement textile» (+44,2%), la construction (+12,8%), et les activités extractives (+8,3%).

Par contre, de faibles résultats sont observés dans le «travail de cuir et la fabrication d'articles de voyage et de chaussures» (-57,7%), le «sciage et rabotage de bois» (-23,6%), les industries chimiques (-27,5%) et la fabrication de produits pharmaceutiques (-44,7%).

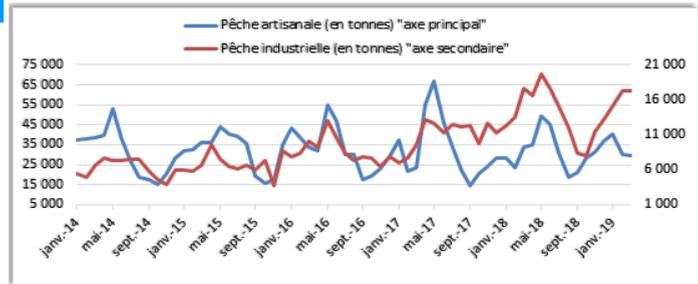
Sur un an, une consolidation de 5,6% est notée dans le secteur secondaire, au mois de mars 2019, particulièrement portée par la fabrication de produits agroalimentaires (+14,7%), les activités extractives (+31,6%), la sous-branche de « filature, tissage et ennoblissement textile » (+16,3%) ainsi que la «production et distribution d'électricité et de gaz» (+13,3%). Cette évolution est, toutefois, atténuée par les faibles résultats du «travail de cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures» (-76,5%), du «sciage et rabotage de bois» (-39,9%) et de la « fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction » (-9,9%).

Graphique 5: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire (base 100=2016)



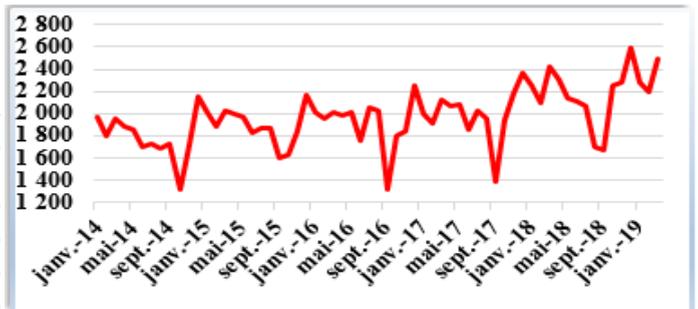
Source: DPEE

Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (en tonnes)



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (en tonnes)



Source: SOGAS, DPEE

Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secondaire (base 100=2016)

SECTEUR	Pond (2017)	2018		2019		Variations	
		Mars. (1)	Févr. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
SECONDAIRE	26,0%	114,7	108,9	121,2	11,3%	5,6%	
Activités extractives	3,0%	94,9	115,4	125	8,3%	31,6%	
Industrie (hors extractives)	17,6%	110,6	101,4	113,5	11,9%	2,6%	
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,9%	111,9	108,2	128,3	18,6%	14,7%	
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6%	99,1	86,3	87	0,8%	-12,2%	
Fabrication de produits chimiques de base	0,3%	125,7	133	96,4	-27,5%	-23,3%	
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,9%	126,7	108,1	114,2	5,6%	-9,9%	
Production de l'égrenage du coton	0,0%	67	145,1	36,1	-75,1%	-46,1%	
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,3%	85,9	69,3	99,9	44,2%	16,3%	
Travail du cuir; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	440,9	245,1	103,6	-57,7%	-76,5%	
Sciage et rabotage du bois	0,6%	127,5	100,3	76,7	-23,6%	-39,9%	
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	75,9	60,1	50,3	-16,4%	-33,7%	
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	85,1	121,6	67,3	-44,7%	-21,0%	
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	107,6	109,8	119,3	8,6%	10,9%	
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	114,4	107,4	110,2	2,7%	-3,7%	
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	0,8%	153,3	122,8	130,3	6,1%	-15,0%	
Fabrication de matériels de transport	0,4%	70,3	95,7	98,6	3,0%	40,3%	
Autres industries manufacturières	1,4%	94,4	85,5	84,4	-1,3%	-10,6%	
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,3%	99,2	107,7	112,4	4,3%	13,3%	
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	108	102,1	116	13,6%	7,4%	
Construction	3,1%	167	148,2	167,2	12,8%	0,1%	

Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE

“Raffermissement de l'activité du tertiaire en mars 2019”

Le secteur tertiaire s'est raffermi de 5,7% entre février et mars 2019, essentiellement soutenu par le commerce (+7,5%), l'« information et communication » (+6,6%), les transports (+7,5%), les « activités financières et d'assurance » (+9,6%), les services d'hébergement et restauration (+5,6%) et l'enseignement (+3,9%). Comparativement à la même période de 2018, une croissance de 6,1% du tertiaire est notée en mars 2019, tirée par le commerce (+10,3%), l'« information et communication » (+6,3%), les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (+6,9%) et le transport (+5,5%).

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)

SECTEURS	Poids. 2017	2018		2019		Variations	
		Mars (1)	Févr. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
TERTIAIRE	51,7%	91,1	91,5	96,6	5,7%	6,1%	
Commerce	14,2%	111	114	122	7,5%	10,3%	
Transport	4,3%	112,2	110	118	7,5%	5,5%	
Hébergement et restauration	1,4%	139,7	139	147	5,6%	4,9%	
Information et communication	5,2%	110,7	110	118	6,6%	6,3%	
Activités financières et d'assurance	2,6%	125,5	119	131	9,6%	4,3%	
Activités immobilières	8,6%	44,3	44,5	44,7	0,5%	0,9%	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,7%	72,2	74,3	77,2	4,0%	6,9%	
Activités de services et de soutien et de Bureau	2,0%	126,1	136	132	-3,2%	4,3%	
Enseignement	4,9%	33,3	29	30,2	3,9%	-9,3%	
Activités pour la santé	1,5%	106,2	108	106	-1,5%	-0,3%	
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,4%	110,8	112	117	5,0%	5,8%	
Autres services	1,8%	114,1	111	122	9,5%	6,5%	

Source: DPEE

EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR MODERNE

“Rebond de l'emploi salarié moderne en mars 2019”

En rythme mensuel, l'emploi salarié du secteur moderne a rebondi au mois de mars 2019 (+2,1% après -0,3% en février), à la faveur des vitalités simultanées relevées dans l'industrie (+1,7%) et les services (+3,7%).

Sur une base annuelle, l'emploi salarié du secteur moderne s'est, également, consolidé de 6,1%, en mars 2019, en rapport avec les créations nettes d'emplois dans l'industrie (+7,2%) et les services (+7,9%). Par contre, l'emploi dans les BTP a faibli (-5,7%), sur la période.

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100=2014)

BRANCHES	POIDS	2018		2019		Variations	
		Mars (1)	Fév. (2)	Mars. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
INDUSTRIES	453,3	123,3	130	132,2	1,7%	7,2%	
BTP/CONSTRUCTION	66	135	126,6	127,2	0,5%	-5,7%	
SECONDAIRE	519,2	124,8	129,6	131,6	1,5%	5,4%	
SERVICES	403,6	92,5	96,3	99,9	3,7%	7,9%	
COMMERCE	77,2	121,7	125,6	125,8	0,1%	3,3%	
TERTIAIRE	480,8	97,2	101	104	3,0%	7,0%	
INDICE D'ENSEMBLE	1000	111,5	115,9	118,3	2,1%	6,1%	

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

En variation mensuelle, le climat des affaires s'est amélioré, pour le deuxième mois consécutif, en mars 2019. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a gagné 1,6 point sur la période, restant, toutefois, légèrement en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète les orientations favorables des opinions respectives des industriels, entrepreneurs de BTP et prestataires de services. Sur une base annuelle, l'indicateur de climat des affaires a reculé de 0,3 point, en mars 2019.

Dans l'industrie, la concurrence supposée déloyale (28%), les difficultés de recouvrement des créances (28%), l'insuffisance de la demande (17%) ainsi que la corruption et la fraude (15%) sont majoritairement considérées comme principales entraves à l'activité.

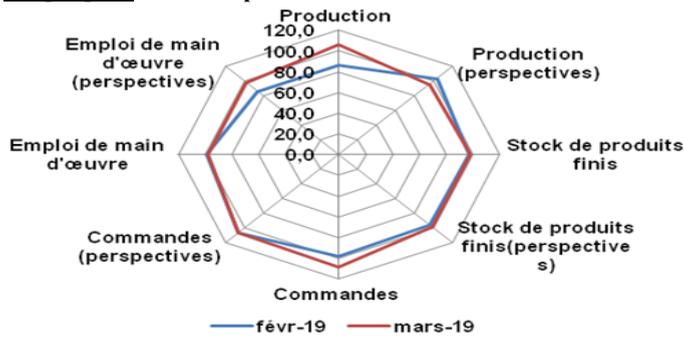
Tableau 7: Indice du climat des affaires

Climat des affaires	Moyenne de long terme	2018		2019		Variations	
		mars (1)	fév. (2)	mars (3)	Mens. (3)-(2)	Gliss. (3)-(1)	
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	100	98	99,6	1,6	- 0,3	
INDUSTRIE	100	101,9	96,5	101	4,5	- 1,0	
BTP	100	94	96,4	98	1,6	4,1	
SERVICES	100	100	98,5	99,3	0,7	- 0,7	
COMMERCE	100	99,7	101,3	100,4	- 0,8	0,7	

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Néanmoins, le climat des affaires s'est bien orienté (+4,5 points) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, en raison de l'opinion, particulièrement favorable, des industriels sur la production, les commandes et les perspectives d'emploi de main d'œuvre.

Graphique 6: Solde d'opinion en mars 2019 dans l'industrie

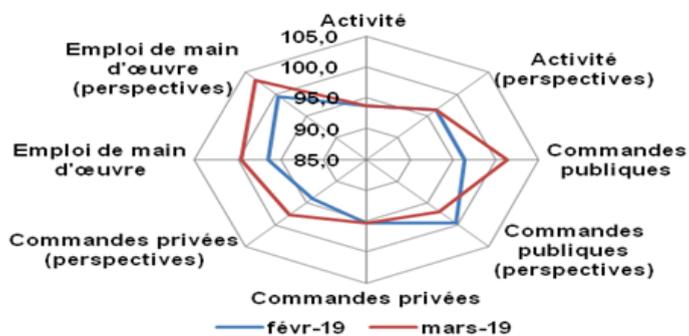


Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes à l'activité les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont les difficultés de recouvrement des créances (88%), la concurrence jugée déloyale (63%) et la fiscalité (38%).

Toutefois, le climat des affaires s'est amélioré (+1,6 point) dans le sous-secteur, entre février et mars 2019, sous l'effet de

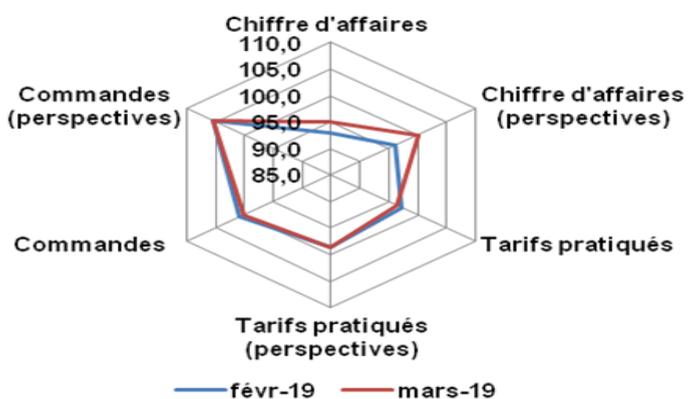
Graphique 8: Solde d'opinion en mars 2019 dans les BTP



Source: DPEE

Au titre des services, les chefs d'entreprises interrogés ont principalement évoqué, en mars 2019, la concurrence jugée déloyale (63%), les difficultés de recouvrement des créances (50%), la fiscalité (38%) ainsi que la corruption et la fraude (19%) comme les principaux facteurs qui plombent le développement de l'activité.

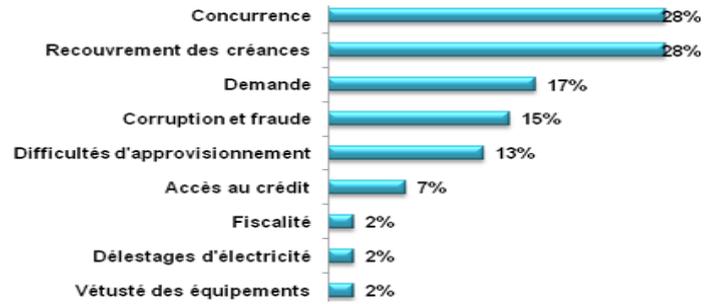
Graphique 10: Solde d'opinion en mars 2019 dans les Services



Source: DPEE

S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (80%), la concurrence jugée déloyale (50%), la fiscalité (40%) et les soucis liés aux infrastructures de transport ont constitué les principales contraintes à l'activité, selon les enquêtés.

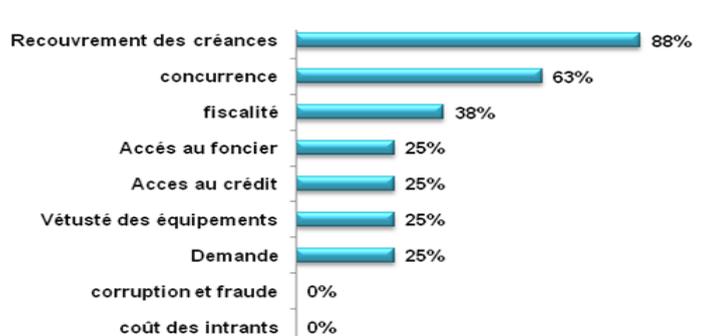
Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie en mars 2019



Source: DPEE

l'orientation positive des soldes d'opinion relatifs aux commandes publiques et à l'emploi de main d'œuvre. En outre, l'optimisme des enquêtés sur les perspectives de commandes privées et le renforcement du facteur travail a contribué à la bonne orientation de l'indicateur de climat des affaires du sous-secteur.

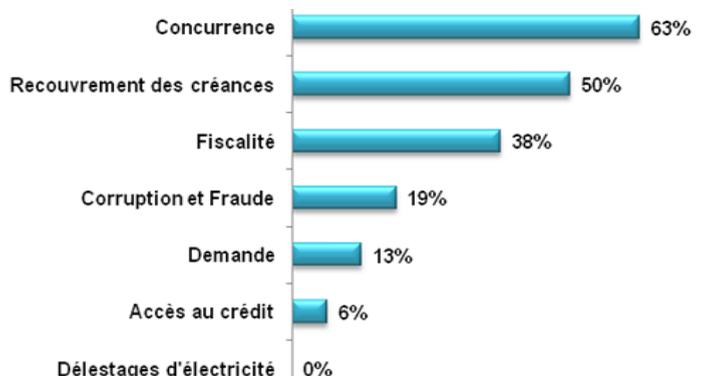
Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP en mars 2019



Source: DPEE

Néanmoins, le climat des affaires s'est bien orienté (+0,7 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel. En effet, les soldes d'opinion relatifs aux chiffres d'affaires (courant et en perspectives) se sont, particulièrement, bien orientés.

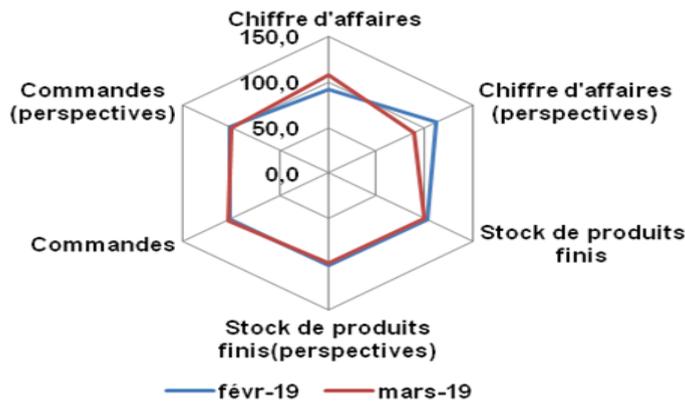
Graphique 11: Principales contraintes dans les Services en mars 2019



Source: DPEE

Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé (-0,8 point), en rythme mensuel, pour se retrouver presque à son niveau moyen de long terme, sous l'effet de l'orientation particulièrement défavorable du solde d'opinion relatif aux perspectives de chiffre d'affaires

Graphique 12: Solde d'opinion en mars 2019 dans le Commerce



Source: DPEE

Graphique 13: Principales contraintes dans le Commerce en mars 2019



Source: DPEE

PRIX A LA CONSOMMATION

"Fléchissement de l'indice des prix à la consommation en mars 2019"

En mars 2019, les prix à la consommation ont baissé de 0,6% en rythme mensuel, du fait des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,8%),

notamment le poisson (-7,0%) et les légumes frais (-5,8%).

Sur un an, une hausse de 0,9% du niveau général des prix à la consommation est notée en mars 2019, en liaison avec les renchérissements respectifs des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,3%), des services de santé (+1,3%), d'enseignement » (+2,3%) et de restauration-hôtellerie (+1,2%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) du mois de mars 2019, elle est ressortie nulle (0,0%) en variation mensuelle et à 0,6% en glissement annuel. En termes d'origine, les prix des produits locaux ont reculé de 0,8% entre février et mars 2019 tandis que ceux des produits importés ont progressé de 0,1%. En variation annuelle, les produits locaux sont devenus plus onéreux (+1,2%) alors que les biens importés sont ressortis moins chers (-0,1%).

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 = 2008)

IHPIC	Pond	2018			2019		Variations (%)	
		Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(1)	Gliss. (3)/(2)		
Indice général	10000	105,5	107,1	106,4	-0,6	0,9		
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	118,5	122,2	120	-1,8	1,3		
Céréales non transformées	577	90,2	90,6	91,1	0,6	1		
Bœuf	237	137,3	143,7	143,3	-0,3	4,4		
Poissons frais	294	230	266,7	248	-7	7,8		
Lait	203	103,6	101	101,5	0,5	-2		
Huiles	330	111,9	111,8	111,7	-0,1	-0,1		
Légumes frais en fruit ou racine	161	95,2	95,8	90,2	-5,8	-5,2		
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	94,2	94,5	94,6	0,1	0,4		
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	102	101,9	102	0,1	0		
Santé	379	109,9	109,7	111,3	1,5	1,3		
Transports	833	102,4	102,6	102,6	0	0,1		
Enseignement	270	114,2	116,9	116,9	0	2,3		
Restaurants et Hôtels	617	114,5	115,1	115,8	0,6	1,2		
Biens et services divers	400	96,4	96,7	96,8	0,1	0,4		

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL

"Gain de compétitivité au mois de mars 2019"

Au mois de mars 2019, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 4,4%, en variation mensuelle,

sous les effets conjugués d'une dépréciation (-0,2%) du taux de change nominal par rapport aux monnaies des principaux partenaires et d'un différentiel d'inflation favorable (-4,2%). Face aux partenaires membres de l'UEMOA et de la zone euro, des gains de compétitivité respectifs de 0,5% et 1,6% sont relevés en mars 2019, en liaison avec les différentiels d'inflation favorables.

En glissement annuel, la compétitivité-prix de l'économie nationale s'est améliorée de 7,5% au mois de mars 2019, du fait d'un différentiel d'inflation favorable (-6,1%) et de la dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (-1,4%).

Sur le premier trimestre de l'année 2019, des gains (+6,2%) de compétitivité de l'économie sont enregistrés comparativement à la même période de l'année précédente. Cette situation résulte de la conjugaison du différentiel d'inflation favorable (-4,5%) et de la dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies

des pays partenaires (-1,7%).

Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

Compétitivité	2018			2019			Variation		
	Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mars (1)	Fév. (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	Cumul 3 mois
TCER									
Global	96,9	93,8	89,6	-4,4%	-7,5%	-6,2%			
Pays UEMOA	95,1	97,4	96,9	-0,5%	2,0%	1,1%			
Pays africains hors UEMOA	104,4	92,7	91,1	-1,7%	-12,7%	-12,4%			
Zone EURO	100,1	98,3	96,7	-1,6%	-3,3%	-3,7%			
Pays industrialisés hors EURO	90,3	87,5	78,4	-10,3%	-13,1%	-8,8%			
TCEN									
Global	120,2	119	118,5	-0,2%	-1,4%	-1,7%			
Pays africains hors UEMOA	222,6	208,2	207,1	-0,5%	-7,0%	10,7%			
Pays industrialisés hors EURO	121,2	120,6	120,2	-0,3%	-0,9%	4,0%			
Prix intérieurs	120,9	123	121,9	-0,6%	0,9%	0,5%			
Prix extérieurs	149,9	155	161,2	3,6%	7,0%	5,0%			
Global	149,9	155,4	161,2	3,6%	7,0%	5,0%			
Pays UEMOA	127,1	125,9	125,8	-0,1%	-1,1%	-0,6%			
Pays africains hors UEMOA	257,8	275,6	277,2	0,6%	7,5%	7,5%			
Zone EURO	120,8	124,7	126	1,0%	4,4%	4,3%			
Pays industrialisés hors EURO	162,3	169,1	186,8	10,5%	15,1%	7,8%			

Source: DPEE

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

"Amélioration du déficit commercial"

de 68,1 milliards par rapport au mois de février 2019. Cette situation découle d'une hausse des exportations (+32,1 milliards) conjuguée à une baisse des importations de biens (-40,8 milliards) sur la période. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 16,8 points de pourcentage, en variation mensuelle, pour se situer à 65,6%.

"Hausse des exportations"

Les exportations de biens sont évaluées à 203,3 milliards au mois de mars 2019 contre 171,1 milliards le mois précédent,

soit une hausse de 18,8% (+32,1 milliards). Cette situation reflète l'augmentation des ventes à l'extérieur de produits pétroliers (+21,7 milliards), de produits alimentaires (+7,6 milliards), d'engrais minéraux et chimiques (+3,7 milliards) et d'or brut (+3,2 milliards). S'agissant des exportations de produits alimentaires, la progression observée est liée aux ventes à l'extérieur de produits arachidières (+4,7 milliards), de légumes frais (+1,7 milliard) et de produits halieutiques (+1,2 milliard). En revanche, des contractions respectives des exportations de titane (-7,2 milliards), de ciment (-0,9 milliard) et de zircon (-0,8 milliard) sont notées sur la période.

Comparativement à la même période de l'année précédente, les exportations de biens ont affiché une hausse de 42,6% (+60,7 milliards) en mars 2019, notamment imputable aux produits pétroliers (+19,1 milliards), aux produits alimentaires (+15,5 milliards), à l'or brut (+15,2 milliards), à l'acide phosphorique (+5,3 milliards) et au zircon (1,4 milliard). La hausse des exportations de produits alimentaires est essentiellement due aux produits arachidières (+9,7 milliards) et halieutiques (+5,5 milliards). Toutefois, les exportations de titane et de ciment se sont respectivement repliées de 2,1 milliards et 2,0 milliards, sur la période.

Sur le premier trimestre 2019, les exportations de biens se sont confortées de 44,5% (+171,1 milliards), relativement à la même période de 2018. Cette évolution est essentiellement attribuable aux produits alimentaires (+50,3 milliards), à l'acide phosphorique (+42,2 milliards), à l'or brut (+41,3 milliards), aux produits pétroliers (+14,8 milliards), aux « engrais minéraux et chimiques » (+8,0 milliards), au titane (+6,8 milliards) et au zircon (+5,4 milliards). Cependant, les exportations de ciment se sont inscrites en baisse de 3,6 milliards sur la période.

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'UEMOA, elles sont estimées à 37,1 milliards au mois de mars 2019 contre 31,9 milliards le mois précédent, soit une progression de 16,2% (+5,2 milliards). Elles ont, ainsi, représenté 18,2% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du mois de mars 2019 contre 18,6% un mois auparavant. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 58,3% à 53,4% sur la période, en repli de 4,9 points de pourcentage. Les engrais (minéraux et chimiques) et le ciment sont les principaux produits exportés vers le Mali en mars 2019, avec des parts respectives de 32,1%, et 24,7%.

"Baisse des importations"

Concernant les importations de biens, elles sont passées de 350,9 milliards au mois de février 2019 à 310,1 milliards au mois de mars

2019, soit une baisse de 11,6% (-40,8 milliards). Cette situation est attribuable aux produits pétroliers (-38,0 milliards), aux produits alimentaires (-14,8 milliards) et aux «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» (-5,9 milliards). La baisse des importations de produits alimentaires est en liaison avec le « froment et méteil » (-8,3 milliards), le riz (-7,3 milliards) et le maïs (-1,4 milliard). En revanche, les importations de « machines, appareils et moteurs » et d'« huiles et graisses animales et végétales » se sont respectivement consolidées de 15,0 milliards et 2,7 milliards, en rythme mensuel.

Sur une base annuelle, les importations de biens ont progressé de 3,2% (+9,7 milliards), au mois de mars 2019, portées par les « machines, appareils et moteurs » (+18,0 milliards), les produits pétroliers (+4,1 milliards) et les «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles » (+2,9 milliards). Le renforcement des importations de produits pétroliers est imputable à leur composante raffinée (+4,1 milliards), les achats d'huiles brutes de pétrole ayant baissé de 24 millions. Par ailleurs, les importations de produits alimentaires ont reculé de 10,7 milliards sur la période, en rapport, principalement, avec le maïs (-4,7 milliards), le « froment et méteil » (-3,0 milliards) et le riz (-3,0 milliards).

Sur le premier trimestre de 2019, les importations de biens se sont accrues de 22,8 milliards, comparativement à la même période de 2018, pour s'établir à 965,5 milliards. Cette évolution est soutenue par les achats de « machines, appareils et moteurs » (+12,4 milliards) et de «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles» (+10,2 milliards). En revanche, les importations de produits pétroliers et alimentaires se sont respectivement repliées de 8,2 milliards et 7,5 milliards sur la période. La baisse des importations de produits alimentaires est attribuable au riz (-6,0 milliards) et aux huiles et graisses animales et végétales (-5,8 milliards) alors que celle des produits pétroliers est liée aux huiles brutes de pétrole (-27,9 milliards). Les achats de produits pétroliers raffinés se sont, pour leur part, accrus (+19,7 milliards).

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 9,3 milliards au mois de mars 2019 contre 4,0 milliards le mois précédent, soit une hausse de 5,3 milliards. Elles ont, ainsi, représenté 3,0% de la valeur totale des importations de biens au mois de mars 2019 contre 1,1% le mois précédent. La Côte d'Ivoire reste le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 48,7% en mars 2019 contre 90,1% le mois précédent. Les achats en provenance de ce pays ont principalement porté sur les «fruits et légumes comestibles», les «bois et ouvrages» et les «matières plastiques artificielles», avec des parts respectives de 18,1%, 7,5% et 7,4%.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2018		2019		Variations relatives	
	mars (1)	février (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	40 215	48 040	55 664	15,9%	38,4%	
- PRODUITS HALIEUTIQUES	18 976	23 245	24 433	5,1%	28,8%	
- LEGUMES FRAIS	5 079	4 204	5 862	39,4%	15,4%	
- PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	5 713	5 609	5 798	3,4%	1,5%	
- PRODUITS ARACHIDIERS	6 985	11 923	16 652	39,7%	138,4%	
CIMENT HYDRAULIQUE	7 897	6 820	5 925	-13,1%	-25,0%	
PRODUITS PETROLIERS	12 501	9 825	31 565	221,3%	152,5%	
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	140	2 788	6 531	134,3%	4562,8%	
ACIDE PHOSPHORIQUE	17 363	22 199	22 955	3,4%	32,2%	
ZIRCON	2 539	4 697	3 895	-17,1%	53,4%	
OR BRUT	24 621	36 550	39 770	8,8%	61,5%	
TITANE	2 468	7 651	409	-94,7%	-83,4%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	107 744	138 570	166 715	20,3%	54,7%	
AUTRES PRODUITS	34 799	32 563	36 552	12,3%	5,0%	
TOTAL	142 542	171 133	203 267	18,8%	42,6%	

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)

IMPORTATIONS	2018		2019		Variations relatives	
	Mars (1)	Février (2)	Mars (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	55 150	59 179	44 384	-25,0%	-19,5%	
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	2 859	2 929	3 343	14,1%	16,9%	
- FROMENT ET METEIL	7 996	13 272	4 960	-62,6%	-38,0%	
- MAIS	6 106	2 860	1 418	-50,4%	-76,8%	
- RIZ	19 461	23 769	16 504	-30,6%	-15,2%	
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	9 516	6 151	8 869	44,2%	-6,8%	
- AUTRES PRODUITS	9 213	10 198	9 290	-8,9%	0,8%	
PRODUITS PETROLIERS	37 404	79 452	41 461	-47,8%	10,8%	
- HUILES BRUTES DE PETROLE	24	39 275	-	-100,0%	-100,0%	
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	37 380	40 176	41 461	3,2%	10,9%	
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	11 700	11 325	11 771	3,9%	0,6%	
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	37 759	40 743	55 793	36,9%	47,8%	
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	31 740	40 544	34 643	-14,6%	9,1%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	173 753	231 242	188 051	-18,7%	8,2%	
AUTRES PRODUITS	126 652	119 648	122 006	2,0%	-3,7%	
TOTAL	300 406	350 890	310 057	-11,6%	3,2%	

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES

liques associée à une hausse modérée des ressources budgétaires. En effet, les ressources mobilisées à fin mars 2019, évaluées à 529,6 milliards, se sont accrues de 5,8% tandis que les dépenses ont fortement augmenté, de 57,3% en glissement annuel, atteignant 1014,8 milliards. Au total, le déficit budgétaire est estimé à 485,2 milliards contre un déficit de 144,7 milliards à la même période de l'année précédente.

"Hausse des ressources budgétaires"

S'agissant des ressources, elles sont constituées essentiellement de recettes budgétaires (511,1 milliards) et de dons (18,5 milliards). En glissement annuel, les ressources se sont confortées de 29,1 milliards (soit +5,8%). Cette progression est tirée par les recettes fiscales qui se sont accrues de 11,3% permettant ainsi de contenir la baisse de 41,9% des dons. Concernant les recettes fiscales, leur progression est essentiellement sous-tendue par la bonne tenue de l'impôt sur le revenu, de la TVA à l'import et des droits de douane. En effet, en cumul à fin mars 2019, les recouvrements de l'impôt sur le revenu (99,5 milliards), de la TVA à l'import (91,6 milliards) et des droits de porte (63,9 milliards) se sont respectivement accrus de 12,5%, 13,5% et 9,2%. Cette dynamique a, toutefois, été amoindrie par les replis respectifs, de 13,5% et 13,1%, de la collecte des droits d'enregistrement et de timbre et de la TVA intérieure. Quant aux recettes non fiscales, elles sont chiffrées à 20,8 milliards, en baisse de 2%, en liaison avec les recouvrements au titre des revenus des domaines (-15,1%) et les dividendes (-29,6%). La baisse des dons relève, pour sa part, aussi bien de leurs composantes budgétaire et en capital qui se sont respectivement contractés de 66% et 26,7% pour se situer à 4,2 milliards et 14,3 milliards.

"Exécution soutenue des dépenses publiques"

Au titre des dépenses publiques, elles ont augmenté de 57,3% en glissement annuel, passant de 645,3 milliards à fin mars 2018 à 1014,8 milliards à fin mars 2019. Cette orientation traduit la hausse sur les dépenses d'investissement, les intérêts sur la dette, la masse salariale ainsi que les transferts et subventions. En effet, les investissements globaux sont ressortis à 422,4 milliards en fin mars 2019 contre 220,4 milliards un an auparavant, soit une hausse de 91,6% tirée autant par les investissements financés sur ressources internes (220 milliards) que par celles sur ressources externes (202,4 milliards), en liaison avec l'accélération des programmes d'investissement de l'Etat et le report des dernières opérations non dénouées en fin 2018. Les charges d'intérêt sur la dette (116 milliards) et la masse salariale (182,7 milliards) se sont également confortées respectivement de 54% et 15,9%. La progression des intérêts sur la dette traduit notamment l'impact de l'échéance de l'Eurobond. Au niveau des dépenses courantes, elles sont passées de 191,9 milliards à fin mars 2018 à 293,7 milliards à fin mars 2019, en augmentation de 53,1%, à la faveur, notamment, des charges relatives à l'organisation des élections présidentielles de février 2019 et de la prise en compte des autres dépenses de transferts et subventions.

MONNAIE ET CREDIT

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	Janv. 18 (1)	Déc. 18 (2)	Janv. 19 (3)	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
Masse monétaire (M2)	4629,3	5259,7	5168,6	-91,1	-1,7%	539,3	11,6%
Circulation fiduciaire	1031,6	1187	1227,5	40,5	3,4%	195,9	19,0%
Dépôts transférables	2167,6	2425,6	2332,5	-93,1	-3,8%	164,9	7,6%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1430,1	1647,1	1608,6	-38,5	-2,3%	178,5	12,5%
Actifs extérieurs nets	1397,9	1823,8	1818,3	-5,5	-0,3%	420,4	30,1%
BCEAO	859,2	1171,1	1144,4	-26,7	-2,3%	285,2	33,2%
Banques	538,7	652,7	674	21,3	3,3%	135,3	25,1%
Créances intérieures	4501,7	4742,8	4714,5	-28,3	-0,6%	212,8	4,7%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	519,3	467,8	477,5	9,7	2,1%	-41,8	-8,0%
Créances sur les autres secteurs	3982,4	4275	4237	-38	-0,9%	254,6	6,4%

Source: BCEAO

ANNEXES

PRIMAIRE	2018	2019		Variation		TERTIARE	2018	2019		Variation	
	mars	février	mars	Mens.	Gliss.		mars	février	mars	Mens.	Gliss.
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2 428	2 190,4	2 491,5	13,7	2,6	MOUVEMENTS D'AERONEFS	2 733	2 549	2 819	10,6	3,1
PECHE (en tonnes)	51 478	47 615,6	46 849,7	-1,6	-9	TOTAL PASSAGERS	211 229	195 624	218 760	11,8	3,6
pêche industrielle	17629	17 315,0	17 366,0	0,3	-1,5	Départs (nombre)	105 641	93 319	110 721	18,6	4,8
pêche artisanale*	33848,6	30 300,6	29 483,7	-2,7	-12,9	Arrivées (nombre)	89 481	91 588	94 405	3,1	5,5
SECONDAIRE						En transit (nombre)	16 107	10 717	13 634	27,2	-15,4
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	155,6	132,5	180,7	36,3	16,1	TOTAL FRET	3 523	3 040	3 522	15,9	0
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	2,3	7,4	6	-19,8	159,3	Départs (tonnes)	1 805	1 483	1 690	13,9	-6,4
huile brute	1,6	1,7	3,1	84,1	91,4	Arrivées (tonnes)	1 718	1 557	1 833	17,7	6,7
huile raffinée	-	3,2	0,2	-95,1		TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)					
Ventes ELECTRICITE: en millions de kWh	238,2	258,7	269,9	4,3	13,3	Total embarquements	403,8	418,5	476,3	13,8	18
basse tension	146,1	155,8	165,2	6	13,1	Total débarquements	1 517,10	1 480,50	1 325,80	-10,5	-12,6
moyenne tension	76,3	84,3	83,8	-0,6	9,8	TRAFIC FERROVIAIRE		1 449,50	1 449,50	0	
haute tension	15,9	17,6	19,8	12,2	24,9	Trafic voyageurs du PTB (nbre)*	124 611	29 310	29 310	0	-76,5
CIMENT (1000 tonnes)						Trafic interne de marchandises (en tonn)	-				
Production	655,7	559,5	590,7	5,6	-9,9	FINANCES PUBLIQUES					
Ventes locales	458,3	406,8	458,8	12,8	0,1	RECETTES BUDGETAIRES	167,8	203,3	174,6	-14,1	4
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)						Recettes fiscales	149,54	201,9	156,5	-22,5	4,7
Acide phosphorique	41,4	46,7	33,3	-28,6	-19,5	Recettes non fiscales	18,3	1,3	18,1	1 271,20	-1,1
Engrais solides	17	16,8	22,1	31,7	29,5	FONCTION PUBLIQUE***					
SEL:(Production en tonnes)	26 412,0	24 689,0	26 265,0	6,4	-0,6	Salaires (en milliards de FCFA)	53,1				-100
COTON (Production en tonnes)	17,0	2 938,0	2 938,0	0	17 165,1	Effectifs	131 758				-100

*: données provisoires

*= données provisoires en juillet 2018

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T4 ₁₇ **	T3 ₁₈	T4 ₁₈ *	TRIM.	GLISS.
principal	92,2	101,8	121	0,2	0,3
intérêts et commissions	178,3	150,5	210,3	0,4	0,2

**= Suspension du trafic depuis le 21/06/2017 à la suite des pluies diluviennes ayant emporté le pont PK 698+242

***= données provisoires depuis mai 2018

T: trimestre

*: données provisoires